

# ***Council and Commission: The European Community's Development Policy (Development Policy Statement/DPS), 2000***

## **LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

### **ENTWICKLUNGSPOLITIK DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT**

Am 8.12.2000 auf dem Gipfel von Nizza vom Europäischen Rat der Staats- und Regierungschefs begrüßt

#### ***ERKLÄRUNG DES (MINISTER-) RATES UND DER KOMMISSION vom 10.11.2000***

auf Frz., Engl. (S. 11ff) und Deutsch(S. 19ff)

## **2304. Conseil - DEVELOPPEMENT**

Press Release: Brussels (10-11-2000) - Press: 421 - Nr: 12929/00  
COMMUNICATION A LA PRESSE

Objet :

2304ème session du Conseil  
- **DÉVELOPPEMENT** -  
Bruxelles, le 10 novembre 2000

### **SOMMAIRE**

#### **PARTICIPANTS \***

#### **POINTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN DEBAT**

LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
- DÉCLARATION DU CONSEIL ET DE LA COMMISSION \*\*

\*\*\*\*

---

#### **\* PARTICIPANTS**

Les Gouvernements des Etats membres et la Commission des Communautés européennes étaient représentés comme suit :

##### **Belgique :**

Mr Eddy BOUTMANS

Secrétaire d'Etat à la coopération au développement

##### **Danemark :**

Mr Jan TRØJBORG

Ministre de la coopération au développement

##### **Allemagne :**

Mme Heidemarie WIECZOREK-ZEUL

Ministre fédéral de la coopération économique et du développement

##### **Grèce :**

Mr Ilias PLASKOVITIS

Secrétaire Général aux aspects de l'Union européenne auprès du Ministère des affaires étrangères

##### **Espagne :**

Mr Miguel Angel CORTÉS MARTÍN

Secrétaire d'Etat à la coopération internationale et à l'Amérique latine

**France :**

Mr Charles JOSSELIN

Ministre délégué auprès du Ministre des affaires étrangères, chargé de la coopération et de la Francophonie

**Irlande :**

Mr Martin GREENE

Directeur Général au développement

**Italie :**

Mr Rino SERRI

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

**Luxembourg :**

Mr Charles GOERENS

Ministre de la coopération, de l'action humanitaire et de la défense, ministre de l'environnement

**Pays-Bas :**

Mme Eveline HERFKENS

Ministre de la coopération au développement

**Autriche :**

Mme Benita-Maria FERRERO-WALDNER

Ministre fédéral des affaires étrangères

**Portugal :**

Mr Luís AMADO

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération

**Finlande :**

Mr Pertti MAJANEN

Sous-Secrétaire d'Etat à la coopération et au développement

**Suède :**

Mme Maj-Inger KLINGVALL

Ministre au Ministère des affaires étrangères, chargée de l'aide au développement et de la migration

Mme Gun-Britt ANDERSSON

Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères, chargée de la politique en matière d'aide au développement et d'immigration

**Royaume-Uni :**

Mme Clare SHORT

Ministre du développement international

\* \* \*

**Commission :**

Mr Poul NIELSON

Membre

\* \* \*

**\*\* LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**  
**– DÉCLARATION DU CONSEIL ET DE LA COMMISSION**

1. La question du développement reste aujourd'hui plus cruciale que jamais. En Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud, plus de 40% de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté. 800 millions de personnes dans le monde, dont 200 millions d'enfants, souffrent de malnutrition chronique. Dans les quarante huit pays les moins avancés, le taux de fréquentation scolaire n'atteint que 36%. Les grandes maladies transmissibles, telles que le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, affectent de manière disproportionnée les populations pauvres des pays en développement. La mondialisation, qui se traduit notamment par une augmentation croissante des flux commerciaux et d'investissements privés, offre des opportunités, mais comporte également des risques de marginalisation. Le poids de la dette prive souvent les pays en développement de toute marge de manœuvre. L'augmentation des inégalités apporte la preuve que la croissance et certaines formes d'aide ne suffisent pas toujours à remédier à cette situation. La pauvreté et l'exclusion qu'elle engendre sont les principales causes à l'origine des conflits et mettent en péril la stabilité et la sécurité de trop nombreux pays et régions.

2. L'Union européenne est à l'origine de la moitié de l'aide publique aux pays en développement et est, pour bon nombre d'entre eux, le premier partenaire commercial. Elle intervient dans toutes les régions du monde. Cet effort participe de l'indispensable solidarité, qui constitue une dimension essentielle de son action sur la scène internationale. L'exercice de cette solidarité doit être considérée comme un enjeu politique majeur. Conformément aux principes qui fondent sa propre construction, l'Union a vocation à porter ce message dans toutes les enceintes et à en assurer la promotion, notamment auprès des autres pays industrialisés.

3. La Communauté est devenue un acteur important du développement. La multiplication de ses partenaires extérieurs, la mise en place de nouveaux instruments et l'augmentation de ses moyens financiers ont renforcé la nécessité de définir une stratégie claire et cohérente. Les objectifs internationaux de développement, tels que définis notamment au sein du CAD de l'OCDE, le résultat des grandes conférences internationales et les principes inscrits dans le Traité instituant la Communauté en constituent le fondement. Cette stratégie est appelée à couvrir tous les pays en développement ayant des relations de coopération et de partenariat avec la Communauté. Telle est l'une des principales recommandations que le Conseil avait retenues, dans ses conclusions de mai 1999 sur l'évaluation de l'aide communautaire. Cet exercice entre dans le cadre plus large du débat sur le renforcement de l'efficacité de l'action extérieure de l'Union et de la réforme engagée par la Commission pour améliorer sa gestion des programmes concernés.

4. Dans sa communication du 26 avril 2000, la Commission a proposé de nouvelles orientations pour la politique communautaire de développement. Le Conseil considère cette contribution comme le point de départ d'un processus de renouveau qu'il souhaite poursuivre en étroite concertation avec le Parlement européen et dans un esprit de dialogue avec les pays en développement, ainsi qu'avec les représentants de la société civile. Les fruits de ce processus dépendront de la volonté avec laquelle tous les acteurs concernés s'y engageront. Son succès sera déterminant pour la crédibilité de l'Union européenne sur la scène internationale.

5. Dans cette perspective, il importe de tirer le meilleur parti de l'approche novatrice qui résulte de l'accord de partenariat, signé le 23 juin 2000 à Cotonou, avec les pays ACP. La mise en œuvre de cet accord offre à la Communauté un champ d'application privilégié pour une politique refondée, grâce à la force d'une relation intégrant un dialogue politique, une dimension commerciale et une aide au développement. Le caractère global d'une telle approche représente un atout pour la Communauté, qu'elle doit s'attacher à développer.

### **I. Principes et objectifs de la politique de développement de la Communauté**

6. La politique de développement de la Communauté est sous-tendue par le principe du développement humain et social durable, équitable et participatif. La promotion des droits de l'Homme, de la démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gestion des affaires publiques en font partie intégrante.

#### **Objectifs de la politique communautaire**

7. Le principal objectif de la politique de développement de la Communauté doit être la réduction de la pauvreté, en vue de son élimination à terme. Cet objectif implique un appui au développement, économique, social et environnemental durable, la promotion de l'intégration progressive des pays en développement dans l'économie mondiale et une volonté de lutter contre les inégalités.

#### **Modalités de la lutte contre la pauvreté**

8. Le phénomène de la pauvreté ne se définit pas uniquement par l'absence de revenus et de ressources financières, mais inclut la notion de vulnérabilité, ainsi que des facteurs tels que l'absence d'accès à une alimentation adéquate, à l'éducation et à la santé, aux ressources naturelles et à l'eau potable, à la terre, à l'emploi et au crédit, à l'information et à la participation politique, aux services et aux infrastructures. Tous ces éléments sont nécessaires pour permettre aux populations défavorisées d'avoir la maîtrise de leur développement, de bénéficier d'une égalité des chances et de vivre dans un environnement plus sûr. La politique de développement de la Communauté doit dès lors appuyer des stratégies de réduction de la pauvreté qui intègrent ces différentes dimensions et visent la consolidation des processus démocratiques, la paix et la prévention des conflits, le développement des politiques sociales, l'intégration des objectifs sociaux et environnementaux dans les programmes de réformes macro-économiques, la prise en

compte de l'égalité entre les hommes et les femmes, la réforme ou la mise en place d'un cadre institutionnel approprié, le renforcement des capacités des acteurs publics et privés et la préparation aux catastrophes naturelles.

9. Cependant, une croissance soutenue est l'une des conditions essentielles, mais non suffisante, de la réduction de la pauvreté. L'intégration des pays en développement, et particulièrement des pays les moins avancés, dans l'économie mondiale est une condition nécessaire de leur croissance et de leur développement économique et social durable. Il importe également d'éviter que des pays en développement soient davantage marginalisés parce qu'ils ne participent pas à l'émergence d'une société de l'information à l'échelle mondiale. Aussi convient-il de mettre en œuvre de façon cohérente les différents moyens d'action de l'Union au service de stratégies de réduction de la pauvreté, intégrant les dimensions économique et commerciale, politique et institutionnelle, sociale, culturelle et environnementale du développement.

10. Sans oublier son inscription dans le cadre plus large de l'action extérieure de l'Union, la politique de développement doit se traduire par une répartition des ressources tenant compte de leur impact sur la réduction de la pauvreté. En conséquence, la situation des pays les moins avancés et des autres pays à faible revenu doit faire l'objet d'une attention prioritaire, dans une démarche intégrant également les efforts de réduction de la pauvreté déployés par les gouvernements des pays partenaires, leur performance et leur capacité d'absorption. Dans le cas des pays à revenu intermédiaire il conviendra d'encourager et de se concentrer sur les pays où la part de la population pauvre demeure élevée et qui sont pleinement engagés dans la mise en œuvre de stratégies cohérentes de réduction de la pauvreté.

#### **Primauté du rôle des pays en développement**

11. L'appropriation ("ownership") par les pays partenaires de leurs stratégies est la clé du succès des politiques de développement. Dans cette perspective, la participation la plus large possible de tous les segments de la société doit être encouragée afin de créer les conditions d'une plus grande équité, de la participation des pauvres aux fruits de la croissance et du renforcement du tissu démocratique. Les engagements pris par les pays en développement et par les pays industrialisés lors des grandes conférences des Nations Unies constituent un cadre de référence commun pour un mode de développement centré sur les aspects sociaux et humains et sur la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement. Sur ces bases, l'Union européenne attache une importance primordiale à la qualité du dialogue avec les pays partenaires. Ce dialogue doit permettre d'assurer la cohérence entre les politiques menées par le pays et les interventions d'appui communautaire. Il doit également aborder les conditions d'une coopération efficace, visant notamment le renforcement des capacités dans le pays partenaire et la bonne gouvernance, afin d'assurer une gestion transparente et responsable de l'ensemble des ressources consacrées au développement. Ces paramètres doivent être pris en compte dans la répartition de l'aide au développement en vue de son allocation là où elle a le plus de chances de réduire efficacement et durablement la pauvreté.

### **II. Vers un recentrage des activités de la Communauté dans un nombre plus limité de domaines**

12. Au service de ces objectifs et de ces principes, il convient de rechercher les moyens de maximiser l'impact de la politique de développement de la Communauté. A cette fin, la définition de priorités d'action et l'élaboration de stratégies sectorielles plus précises sont nécessaires. Compte tenu des ressources humaines dont dispose la Commission, il s'avère également indispensable de concentrer les activités de la Communauté dans un nombre limité de domaines, choisis en fonction de leur contribution à la réduction de la pauvreté et pour lesquelles l'action communautaire offre une valeur ajoutée.

13. Dans sa communication au Conseil, la Commission a établi une liste de six domaines, qui répondent manifestement à ces critères : lien entre commerce et développement ; appui à l'intégration et à la coopération régionales ; appui aux politiques macro-économiques ; transports ; sécurité alimentaire et développement rural durable ; renforcement des capacités institutionnelles, notamment en matière de bonne gestion des affaires publiques et d'Etat de droit.

Le Conseil approuve ces choix et apporte les éclairages suivants :

### **Lien entre commerce et développement**

14. En tant qu'acteur de premier plan en matière de commerce et d'aide au développement, la Communauté a un rôle à jouer afin qu'un lien soit établi entre ces deux domaines. Il est de sa vocation de s'assurer que les politiques de développement et les politiques commerciales et d'investissement sont complémentaires et se renforcent mutuellement. La réforme des politiques commerciales mises en œuvre par les pays en développement doit s'aligner sur leurs propres objectifs et stratégies de développement. Elle doit faire l'objet d'un appui international accru et plus cohérent. La libéralisation des échanges et de l'investissement dans les pays en développement doit obéir à un rythme respectueux de la fragilité de leurs économies et s'efforcer de maximiser les effets dynamiques à long terme sur la société, tout en minimisant les coûts d'ajustement. L'accès préférentiel aux marchés des pays développés contribue également au développement économique et à l'intégration dans l'économie mondiale des pays en développement, au premier rang desquels les PMA. La Communauté s'est engagée à améliorer l'accès au marché pour ces pays. Son amélioration ne suffit cependant pas. Il convient également de prendre en compte d'autres facteurs : contraintes de l'offre et compétitivité, capacité des pays en développement à bénéficier de l'ouverture du marché, coopération renforcée dans les domaines liés au commerce, transferts de technologies, accès à l'information et aux réseaux mondiaux, stratégies de promotion de l'investissement et développement du secteur privé. La prise en compte de l'ensemble de ces dimensions nécessite des appuis appropriés. Les soutiens financiers devront naturellement s'accompagner d'un renforcement de la sécurité des investissements et des transactions commerciales. Au total, il s'agit d'aider nos partenaires à bénéficier de la mondialisation, à gérer l'impact de ce processus et à en minimiser les effets négatifs.

### **Intégration et coopération régionales**

15. L'intégration et la coopération régionales contribuent à l'insertion des pays en développement dans l'économie mondiale et favorisent de manière déterminante la consolidation de la paix et la prévention des conflits. Elles sont seules de nature à permettre aux pays qui s'y engagent de faire face aux enjeux à caractère transfrontalier, en particulier dans le domaine de l'environnement, de l'exploitation et de la gestion des ressources naturelles. Compte tenu de son expérience et des instruments dont elle dispose, la Communauté est à même d'apporter son soutien aux efforts des pays en développement dans cette voie.

### **Appui aux politiques macro-économiques et promotion d'un accès équitable aux services sociaux**

16. L'Union dispose d'un poids politique et financier qui lui permet de participer en concertation avec les institutions de Bretton Woods, à l'amélioration du cadre macro-économique des pays partenaires. La politique en la matière est déterminante pour assurer, dans le cadre d'une gestion efficace et rigoureuse des finances publiques, une distribution équitable des fruits de la croissance, un accès aux services sociaux de base, tels que l'éducation et la santé, et pour favoriser l'émergence d'un environnement favorable aux investissements. Les réformes macro-économiques ne peuvent avoir des effets durables que si elles intègrent pleinement les objectifs de développement social, humain. Cet axe de coopération s'insère, par ailleurs, dans la mise en œuvre de l'initiative sur la dette des pays pauvres très endettés (PTE/HIPC), dans laquelle la Communauté, aux côtés des Etats membres, a apporté une contribution majeure en tant que créancier, mais surtout comme donateur.

L'accent sur les secteurs sociaux est cohérent avec l'approche développée dans les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP/PRSP), qui font partie intégrante de cette initiative. En cohérence avec le cadre macro-économique, la Communauté doit en outre poursuivre ses appuis dans les secteurs sociaux (santé, éducation) notamment en vue d'assurer un accès équitable aux services sociaux. Ces appuis prendront la forme de programmes sectoriels et seront fondés sur un dialogue avec l'ensemble de partenaires.

### **Transports**

17. La Communauté a acquis une expérience incomparable dans la construction et l'entretien des infrastructures de transports, pour lesquelles elle dispose de la surface financière pour mobiliser les importants investissements requis. Des systèmes de transports

efficaces sont en effet nécessaires au développement économique et social et à l'accès aux services sociaux de base. La participation des pays partenaires apparaît comme une condition de la durabilité de ces efforts.

### **Sécurité alimentaire et développement rural durable**

18. Le développement rural durable et la sécurité alimentaire sont une composante importante des stratégies de lutte contre la pauvreté de la Communauté, qui a souscrit aux engagements du Sommet mondial de l'Alimentation. Elle demeure un partenaire important de la Convention de Londres sur l'aide alimentaire. Les actions communautaires devront évoluer à la lumière de la réflexion en cours sur la relation entre la sécurité alimentaire en tant qu'objectif contribuant à la réduction de la pauvreté et l'aide alimentaire en tant qu'instrument de l'aide humanitaire. Une meilleure articulation entre la politique de sécurité alimentaire et l'aide humanitaire devra également être recherchée dans le cadre du lien entre l'urgence et le développement. En matière de développement rural, l'efficacité et la durabilité ne pourront être assurées que par des stratégies à long terme, formulées et mises en œuvre de manière participative et permettant de traduire les priorités du monde rural dans les politiques générales et sectorielles. La Communauté a acquis une grande expérience dans ces domaines.

### **Renforcement des capacités institutionnelles**

19. Des institutions démocratiques qui fonctionnent sont une condition du développement durable. La bonne « gouvernance », qui inclut la lutte contre la corruption, et l'État de droit sont déterminants dans les stratégies de réduction de la pauvreté. A cet égard, la Communauté est particulièrement bien placée pour appuyer le renforcement des capacités institutionnelles des pays partenaires. En effet, son action jouit d'une plus grande neutralité que celle des États membres, qui ont leur propre histoire et sont liés à un système juridique spécifique. Le poids de sa solidarité et son approche intégrée de la coopération constituent incontestablement des atouts. Les moyens devront être mis en œuvre dans tous les domaines de concentration de son aide, en particulier le commerce, les politiques économiques, les secteurs sociaux et l'intégration régionale.

### **Aspects horizontaux**

20. A toutes les étapes de la conduite des activités recensées précédemment, la Communauté doit par ailleurs veiller à intégrer ("mainstream") des préoccupations à caractère horizontal, qui consistent en la promotion des droits de la personne humaine, de l'égalité entre les hommes et les femmes, du droit des enfants et de la dimension environnementale. La protection de l'environnement doit être incluse dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques communautaires, en particulier pour promouvoir le développement durable. A cette fin, il convient d'incorporer systématiquement les questions environnementales dans les instruments de développement de la Communauté.

Ces thèmes horizontaux constituent des objectifs en soi, ainsi que des éléments indispensables au renforcement de l'impact et de la durabilité de la coopération. La Communauté dispose, dans cette perspective, de textes de référence adoptés dans le cadre des Nations Unies ou dans les enceintes communautaires. En raison de la gravité des conséquences pour les pays en développement qui y sont confrontés, la prévention des conflits et la gestion des crises doit faire l'objet d'une attention systématique.

### **Autres aspects**

21. Compte tenu de la dimension globale du problème et de la gravité de la situation concernant les maladies transmissibles et de leurs effets sur la pauvreté, une action accélérée de la Communauté et de ses États membres dans ce domaine, abordant ses différentes dimensions, doit être considérée comme une nécessité absolue.

22. L'évolution des technologies de l'information et des communications offre de nombreuses opportunités aux pays en développement, notamment en ce qui concerne l'essor du secteur privé. Il convient d'éviter que ces technologies ne se transforment en un nouveau facteur de marginalisation. La Communauté et ses États membres doivent y contribuer, en examinant rapidement l'approche qu'ils pourraient adopter à cette fin. Enfin, la Communauté doit continuer à promouvoir la recherche dans les pays en développement.

### **III. Quelles méthodes pour renforcer l'efficacité de la coopération ?**

23. En reconnaissant la nécessité de préciser les axes stratégiques de la politique communautaire de développement, le Conseil avait pour premier objectif un impact et une

efficacité renforcés pour l'aide communautaire. Dans cette perspective, une meilleure articulation avec les autres politiques communes et avec les activités des Etats membres s'avère nécessaire.

### **Réforme de l'aide extérieure**

24. La Commission est engagée dans un processus de refonte de sa gestion de l'aide extérieure, qui relève au premier chef de sa responsabilité. Elle a entrepris de renforcer le processus de programmation, de mettre en place un groupe de soutien à la qualité, chargé d'assurer la cohérence des stratégies définies pour tous les pays en développement, ainsi que de promouvoir un mouvement de déconcentration et de décentralisation destinée à rapprocher les décisions des pays partenaires. La simplification du règlement financier et une meilleure dotation en ressources humaines, notamment dans les délégations, sont également nécessaires. Le Conseil salue cette volonté de réforme et soutient la Commission dans la mise en œuvre rapide de ses propositions. Ce faisant, elle devra veiller à préserver les capacités opérationnelles de la Communauté et à les renforcer à terme.

25. Cette approche doit avoir une implication sur les instruments de l'aide communautaire. L'introduction d'une programmation glissante, favorisant la prise en compte des besoins et des performances des pays bénéficiaires, ainsi que leur évolution dans le temps, le recours accru aux appuis sectoriels et à l'aide budgétaire directe, lorsque les conditions le permettent et qu'un contrôle a posteriori peut être mis en place, sont susceptibles de contribuer à une gestion et à une allocation plus efficaces des ressources. A cet égard, les nouvelles modalités du partenariat ACP-CE peuvent être considérées comme exemplaires.

26. En outre, la Communauté doit mieux tenir compte des leçons du passé et développer une approche fondée sur les résultats. Il est nécessaire de renforcer la fonction de l'évaluation et de la fonder sur le principe de l'indépendance. Les enseignements tirés des résultats de l'évaluation devront être pris en compte dans la conception des nouveaux programmes et projets.

27. L'articulation entre la coopération au développement et l'aide humanitaire constitue un sujet de première importance. En effet, elle détermine la capacité de l'Union à adapter sa coopération à l'évolution des besoins des pays victimes de conflits ou de catastrophes naturelles. Un continuum entre urgence, réhabilitation et développement doit être recherché.

28. Afin d'alléger les procédures, le recentrage des missions des comités de gestion vers les aspects stratégiques de la coopération a été engagé. Une telle mesure permettra aux Etats membres de concentrer leur attention sur les politiques, la programmation par pays, les stratégies sectorielles et les thèmes nécessitant une coordination européenne en amont des discussions internationales. Il conviendra naturellement de veiller à maintenir la plus grande transparence et à assurer une concertation étroite sur les projets individuels, en particulier par le biais de la coordination opérationnelle.

### **Coordination**

29. Le Traité instituant la Communauté européenne prévoit que la Communauté et les Etats membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les organisations internationales et lors des conférences internationales. La possibilité d'actions conjointes et la contribution des Etats membres à la mise en œuvre des programmes d'aide communautaire sont également envisagées.

30. Le renforcement de la coordination au sein de l'Union offre une marge importante d'accroissement de l'efficacité de l'aide. Afin d'en tirer le meilleur parti, l'amélioration de la connaissance des actions engagées par la Communauté et par ses Etats membres constitue un préalable. Dans cette perspective, les échanges réciproques d'information doivent être encouragés, afin que l'Union puisse se doter des outils lui permettant d'avoir une vue globale de son effort, tous instruments confondus.

31. Un accent particulier doit aussi être mis sur l'intensification de la coordination entre représentations des Etats membres et de la Commission sur le terrain, au plus près du pays partenaire et à toutes les étapes de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des programmes communautaires, en tirant avantage des documents de stratégie par pays. Un tel mouvement va de pair avec la déconcentration et la décentralisation que la Communauté souhaite engager.

32. Le dialogue doit également être amélioré avec les autres bailleurs de fonds et,

notamment, les institutions de Bretton Woods et les agences des Nations Unies. L'Union doit également veiller à favoriser le rôle premier revenant au pays partenaire en matière de coordination, au service des stratégies de développement qu'il a définies. Dans cette perspective, l'harmonisation de ses procédures s'avère nécessaire. La Communauté favorisera également le rôle premier du pays partenaire dans la coordination de l'effort collectif de l'ensemble des donateurs au titre d'initiatives telles que le « Cadre de Développement Intégré » ( Comprehensive Development Framework).

33. Enfin, l'Union doit s'exprimer d'une façon cohérente et si possible parler d'une seule voix dans les enceintes internationales, afin de mieux faire valoir sa politique de développement et d'exercer une influence accrue sur l'émergence du consensus international dans ce domaine. Il en va de sa crédibilité et de la cohérence de ses actions.

34. Au total, une plus grande coordination au sein de l'Union permettra d'accroître la visibilité de l'aide européenne, au bénéfice des pays partenaires. Il s'agit moins d'une affaire de drapeau que de renforcer la capacité d'influence de l'Union, afin que son effort puisse avoir un effet de levier suffisant pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Une efficacité et un impact améliorés sont des éléments déterminants pour une visibilité accrue.

### **Complémentarité**

35. Le renforcement de la complémentarité répond à la nécessité d'une meilleure division du travail entre la Communauté et les Etats membres. Aucun bailleur de fonds ne peut prétendre à l'excellence, dans tous les pays et dans tous les secteurs de la coopération. Il importe en conséquence de mettre à profit l'expérience acquise par la Communauté et ses Etats membres et d'aboutir, au cas par cas, à une répartition des tâches respectueuse du rôle premier dévolu au pays partenaire et tenant compte des avantages comparatifs de chacun.

36. De même, les relations avec les institutions de Bretton Woods, les agences des Nations Unies et les autres donateurs revêtent une grande importance. Les bailleurs de fonds doivent de plus en plus être en mesure de partager leurs expériences et leurs analyses, en particulier lorsqu'ils mettent en œuvre des approches sectorielles.

37. La concentration des activités de la Communauté dans un nombre plus limité de secteurs va tout à fait dans ce sens. La possibilité de déléguer la gestion des crédits communautaires aux Etats membres ou à leurs agences d'exécution, en cas de cofinancements, comme le prévoit l'accord interne sur le 9ème FED, est susceptible d'y contribuer. L'élaboration des documents de stratégie par pays offre une occasion privilégiée de promouvoir la complémentarité.

38. L'apport d'un large éventail d'acteurs de la société civile à la politique de la Communauté est déjà reconnu dans le cadre du nouveau partenariat avec les pays ACP. La mise en œuvre d'une approche favorisant la participation accrue des organisations non gouvernementales, des acteurs économiques et sociaux et du secteur privé doit être encouragée dans le cadre des relations de l'Union avec le reste du monde. Il importe, tout particulièrement, de renforcer le partenariat avec les ONG, en Europe comme dans les pays en développement, et d'appuyer le développement des capacités des acteurs non étatiques dans les pays partenaires, afin de faciliter leur participation au dialogue sur les stratégies et à la mise en œuvre des programmes de coopération.

### **Cohérence**

39. Une plus grande cohérence s'impose entre les différentes politiques communautaires centrées sur le développement durable. Des efforts doivent être déployés pour faire en sorte que les objectifs de la politique communautaire de développement soient pris en compte dans la conception et dans la mise en œuvre des autres politiques ayant un impact sur les pays en développement. Les moyens pour y parvenir consistent en une analyse systématique et approfondie des éventuels effets indirects des mesures dans les domaines particulièrement sensibles et la prise en compte de la problématique du développement dans le processus de décision au sein de la Commission.

## **IV. Mise en œuvre et suivi**

40. La clarification de la politique de développement de la Communauté dans le cadre d'une déclaration n'a de sens que si elle trouve rapidement une traduction concrète. Il importe en conséquence de préciser le contenu opérationnel des objectifs, principes et méthodes recensés ci-dessus.



41. Aussi la préparation par la Commission d'un programme d'action axé sur les résultats s'avère indispensable.

42. La mise en œuvre des nouvelles orientations doit apparaître comme un processus porteur de changements à long terme, qui nécessitera une forte volonté politique et le maintien d'un climat de confiance. Un suivi régulier permettra à la Communauté de vérifier les résultats obtenus et de procéder, le cas échéant, aux adaptations inhérentes à un processus évolutif.

43. Un bilan de la mise en œuvre de la déclaration de politique générale et du programme d'action devra être dressé régulièrement. Dans cette perspective, la Commission est invitée à présenter au Conseil et au Parlement un rapport annuel sur la politique de développement de la Communauté, comportant notamment des éléments de bilan qualitatifs. Il conviendra d'envisager, le moment venu, une évaluation de cette politique.

44. Afin de sensibiliser l'opinion publique aux enjeux et aux objectifs de la solidarité européenne à l'égard des pays en développement, il importe de donner à cette déclaration la plus grande publicité possible. Le Conseil et la Commission s'y emploieront, en favorisant notamment l'éducation au développement.

### **Résumé**

L'union européenne est un acteur majeur du développement. Elle est à l'origine de la moitié de l'effort global d'aide publique et représente le premier partenaire commercial pour de nombreux pays en développement. Par cette déclaration, le Conseil et la Commission expriment la volonté de réaffirmer la solidarité de la Communauté à leur égard, dans le cadre d'un partenariat respectueux des droits de l'Homme, des principes démocratiques, de l'Etat de droit et de la bonne gestion des affaires publiques, et d'engager un processus de renouveau de sa politique de développement, fondée sur la recherche d'une efficacité accrue en liaison avec les autres acteurs du développement sur la scène internationale et l'adhésion de ses propres citoyens.

La politique de développement de la Communauté a pour principal objectif la réduction de la pauvreté, en vue de son élimination à terme.

La pauvreté, qui inclut la notion de vulnérabilité, résulte de facteurs multiples. La Communauté est donc déterminée à soutenir des stratégies de réduction de la pauvreté, qui intègrent ces différentes dimensions et s'appuient sur une analyse des contraintes et des opportunités propres à chaque pays en développement. Ces stratégies devront contribuer au renforcement de la démocratie, à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits, à une intégration progressive dans l'économie mondiale, à une meilleure prise en compte des aspects sociaux et environnementaux dans une perspective de développement durable, à l'égalité entre les hommes et les femmes et au renforcement des capacités des acteurs publics et privés. Il conviendra de s'assurer de leur appropriation par les pays partenaires et de leur inclusion dans un dialogue entre l'Etat et la société civile.

La Communauté se concentrera sur six domaines identifiés en fonction de la valeur ajoutée de l'action communautaire et de la contribution à la réduction de la pauvreté : lien entre commerce et développement ; intégration et coopération régionales ; appui aux politiques macro-économiques et promotion d'un accès équitable aux services sociaux ; transports ; sécurité alimentaire et développement rural durable ; renforcement des capacités institutionnelles. Une attention systématique sera portée aux droits de l'Homme, à la dimension environnementale, à l'égalité entre les hommes et les femmes et à la bonne "gouvernance".

La politique de développement de la Communauté s'adresse à tous les pays en développement. S'agissant de la répartition des ressources, les pays les moins avancés et les autres pays à faible revenu feront l'objet d'une attention prioritaire, dans une démarche tenant compte de leurs efforts en matière de réduction de la pauvreté, de leurs besoins, de leurs performances et de leurs capacités d'absorption. Les stratégies de réduction de la pauvreté seront également encouragées, dans les pays à revenu intermédiaire, où la part des populations pauvres demeure élevée.

La Communauté et ses Etats membres coordonneront leurs politiques et leurs programmes afin d'en maximiser l'impact. Une meilleure complémentarité au sein de l'Union, comme avec les autres donateurs, sera recherchée, notamment dans le cadre des stratégies par

pays. Dans un esprit de cohérence, les objectifs de la politique de développement de la Communauté seront mieux pris en compte dans la conduite des autres politiques communes.

Le Conseil soutient la Commission dans ses efforts pour gérer plus efficacement l'aide extérieure de la Communauté. Y participent tout particulièrement la restructuration en cours de ses services, la place plus importante accordée à la programmation, l'orientation des programmes vers les résultats, le développement d'une culture de l'évaluation, l'engagement d'un processus de déconcentration et de décentralisation, ainsi que le recentrage des missions des comités de gestion vers les aspects stratégiques de la coopération. La simplification du règlement financier et une meilleure dotation en ressources humaines demandées par la Commission doivent être encouragées.

Cette déclaration sur la politique de développement de la Communauté doit s'accompagner d'un plan d'action de la Commission qui en précisera les modalités opérationnelles. Elle fera l'objet d'un suivi constant, grâce notamment à la présentation d'un rapport annuel.

## **The European Community's Development Policy - Statement by the Council and the Commission**

1. The question of development is even more crucial today than ever. In sub-Saharan Africa and southern Asia, over 40% of the population are still living below the poverty line: throughout the world, 800 million people, 200 million of them children, are suffering from chronic malnutrition. The school attendance ratio in the world's forty eight least developed countries is only 36%. The major communicable diseases, such as HIV/AIDS, malaria and tuberculosis, are disproportionately rife among the poor peoples of the developing countries. Globalisation, which involves in particular a steady rise in trade and private investment flows, offers some opportunities but also entails the risk of marginalisation. The debt burden often leaves developing countries no room for manoeuvre. The increasing inequality gap is proof that growth and certain forms of aid are not always enough in themselves to remedy the situation. Poverty, and the exclusion which it creates, are the root causes of conflict and are endangering the stability and security of too many countries and regions.

2. The European Union provides approximately half of all public aid to the developing countries and is their main trading partner in many cases. Its activity covers all the regions of the world. This effort reflects the essential solidarity which is an underlying feature of its international activity. The exercise of such solidarity must be seen as a major political challenge. In accordance with the principles upon which it is based, the Union needs to put this message across in every forum and ensure that it is disseminated, particularly in the other industrialised countries.

3. The Community has become a major player in the development process. The increase in the number of its external partners, the introduction of new instruments and increased financial resources have reinforced the need to define a clear and consistent strategy. The international development aims, as defined in particular in the DAC and the OECD, the results of major international conferences and the principles enshrined in the Treaty establishing the Community form the basis of that strategy, which is designed to cover all developing countries which have cooperation and partnership links with the Community. This is one of the principal recommendations adopted by the Council in its May 1999 conclusions on the evaluation of Community aid. This exercise takes place in the framework of the debate on increasing the effectiveness of external Union action and of the reform undertaken by the Commission to improve its management of the programmes involved.

4. In its communication of 26 April 2000, the Commission proposed new guidelines for the Community's development policy. The Council considers this contribution the starting-point for a process of renewal which it hopes to pursue in close consultation with the European Parliament and in a spirit of dialogue with both the developing countries and representatives of civil society. The results of this process will depend on the determination with which all concerned parties set about their task. Its success will determine the European Union's credibility on the international stage.

5. In this context, it is important that full advantage be taken of the innovatory approach resulting from the partnership agreement signed with the ACP countries in Cotonou on 23 June 2000. The implementation of this agreement provides the Community with a prime opportunity for an overhaul of its policy, thanks to a strong relationship combining political dialogue, trade and development aid. The overall nature of such an approach is an asset for the Community which it must seek to develop.

### **I. Principles and objectives of Community development policy**

6. Community development policy is grounded on the principle of sustainable, equitable and participatory human and social development. Promotion of human rights, democracy, the rule of law and good governance are an integral part of it.

### **Community policy objectives**

7. The main objective of Community development policy must be to reduce and, eventually, to eradicate poverty. This objective entails support for sustainable economic and social and environmental development, promotion of the gradual integration of the developing countries into the world economy and a determination to combat inequality.

#### **Ways of combating poverty**

8. Poverty is defined not simply as the lack of income and financial resources but also as encompassing the notion of vulnerability and such factors as no access to adequate food supplies, education and health, natural resources and drinking water, land, employment and credit facilities, information and political involvement, services and infrastructure. All of these are needed to enable disadvantaged peoples to have control over their development, enjoy equality of opportunity and live in a safer environment. Community development policy must, therefore, support poverty reduction strategies which embrace these various dimensions and are aimed at consolidating the democratic process, peace and the prevention of conflict, the development of social policies, the integration of social and environmental aims in macro-economic reform programmes, respect for equality between men and women, the reform or introduction of an appropriate institutional framework, the strengthening of public and private sector capabilities and natural disaster preparedness.

9. However, sustained growth, although not sufficient in itself, is an essential prerequisite for poverty reduction. The integration of the developing countries, in particular the least developed among them, into the world economy is a precondition for their growth and sustainable economic and social development. It is also important to prevent developing countries from becoming further marginalised through their non-involvement in the emergence of a world-scale information society. The Union's various means of action available under poverty reduction strategies should, therefore, be coordinated so as to cover the economic, trade, political, institutional, social, cultural and environmental aspects of development.

10. Notwithstanding its role in the wider framework of the Union's external action, development policy must reflect a breakdown of resources which takes account of the effect of such resources on poverty reduction. Consequently, particular attention must be paid to the situation of the least developed and other low-income countries as part of an approach which also encompasses the efforts by the governments of the partner countries to reduce poverty as well as their performance and their absorption capacity. Among the of middle-income countries, encouragement and attention should be concentrated on those in which the proportion of poor people continues to be high and which are fully committed to implementing coherent poverty-reduction strategies.

#### **Primacy of the role of the developing countries**

11. Ownership of their strategies by the partner countries is the key to the success of development policies. With that in mind, the most wide-ranging participation of all segments of society should be encouraged in order to create conditions for greater equity, for the participation of the poorest in the fruits of growth and for the strengthening of the democratic system. Commitments entered into by developing countries and industrialised countries at major United Nations conferences form a common frame of reference for a mode of development centred on social and human aspects and on the sustainable management of natural resources and the environment. On the basis of those elements, the European Union attaches prime importance to the quality of the dialogue with the partner countries. That dialogue should make it possible to ensure coherence between the policies pursued by the country and Community support operations. It should also deal with conditions for efficient cooperation, directed in particular towards capacity-building in the partner country and good governance, with a view to ensuring transparent and responsible management of all the resources devoted to development. Those parameters should be taken into account in the distribution of development aid in order to allocate it to where it has the greatest chance of reducing poverty efficiently and sustainably.

#### **II. Towards the refocusing of Community activities in a more limited number of areas**

12. In the furtherance of these aims and principles, the necessary means should be sought to maximise the impact of Community development policy. To that end, priorities for action need to be defined and more precise sectoral strategies need to be drawn up. In the light of the human resources available to the Commission, there is also a need to concentrate Community activities in a limited number of areas selected on the basis of their contribution towards reducing poverty and for which Community action provides added value.

13. In its communication to the Council, the Commission has drawn up a list of six areas clearly meeting these criteria: link between trade and development; support for regional integration and cooperation; support for macro-economic policies; transport; food security and sustainable rural development; institutional capacity-building, particularly in the area of good governance and the rule of law.

The Council approves these choices and makes the following comments:

#### **Link between trade and development**

14. As a leading player in the area of trade and development aid, the Community has a role to perform in ensuring that a link is established between these two areas. It is the task of the Community to ensure that development policies and trade and investment policies are complementary and mutually beneficial. The reform of trade policies introduced by the developing countries must be compatible with their own objectives and development strategies and must enjoy increased and more consistent international support. The liberalisation of trade and investment in the developing countries must proceed at a pace which is consistent with their fragile economies and must set out to maximise the dynamic long-term effect on society, while minimising adjustment costs. Preferential access to the markets of the developed countries is a further contributory factor in the process of economic development and integration of the developing countries, and in the first instance the least developed among them, into the world economy. The Community has undertaken to improve market access for those countries. However, improved access is not enough. Other factors also need to be considered: supply and competitive constraints, the ability of the developing countries to benefit from the opening up of the market, enhanced cooperation in trade-linked areas, technology transfers, access to information and to world networks, investment promotion strategies and private sector development. Coverage of all these aspects calls for the appropriate level of support. Financial support will naturally have to be accompanied by enhanced investment and trading security. all in all, the objective is to help our partners to benefit from globalisation, to manage the impact of that process and to minimise its negative effects.

#### **Regional integration and cooperation**

15. Regional integration and cooperation contribute to the integration of the developing countries into the world economy and play a decisive role in consolidating peace and preventing conflict. They alone enable the countries involved to face cross-border challenges, in particular in the field of the environment and the use and management of natural resources. In the light of its experience and of the instruments at its disposal, the Community is in a position to support efforts in this direction by the developing countries.

#### **Support for macro-economic policies and promotion of equitable access to social services**

16. The Union's political and financial weight enables it to participate, in consultation with the Bretton Woods institutions, in improving the macro-economic framework of the partner countries. The policy in this area is a decisive factor in ensuring, in the context of tight and efficient public finance management, a fair distribution of the fruits of growth and access to basic social services such as education and health, and in encouraging the emergence of an investment-friendly environment. Macro-economic reforms can have sustainable effects only if they fully embrace the objectives of social, human development. This area of cooperation also has its place in the implementation of the heavily indebted poor countries initiative (HIPC), in which the Community, alongside the Member States, has made a major contribution as creditor and, especially, as donor.

The emphasis on social sectors is consistent with the approach developed in the poverty reduction strategy papers (PRSP) which form an integral part of this initiative. In line with the macro-economic framework, the Community must also continue its support in the social sectors (health and education), particularly with a view to ensuring equitable access to social services. Such support will take the form of sectoral programmes and will be based on a dialogue with all the partners.

### **Transport**

17. The Community has acquired unparalleled experience in the construction and maintenance of transport infrastructure, for which it has the financial standing to mobilise the large-scale investment required. Efficient transport systems are in fact essential to economic and social development and to access to the basic social services. The involvement of partner countries is a condition of the sustainability of these efforts.

### **Food security and sustainable rural development**

18. Sustainable rural development and food security are an important component of the anti-poverty strategies of the Community, which subscribes to the undertakings entered into at the World Food Summit and remains a major partner under the London Food Aid Convention. Community action must develop in the light of the ongoing discussions on the relationship between food security as an objective which contributes to reducing poverty and food aid as an instrument of humanitarian aid. A closer link will also need to be sought between food security policy and humanitarian aid in the context of the link between emergency and development. As regards rural development, efficiency and sustainability can be assured only through long-term strategies prepared and implemented on a participatory basis which make it possible to reflect the priorities of the rural world in general and sectoral policies. The Community has acquired considerable experience in those areas.

### **Institutional capacity-building**

19. Democratic institutions which work are a condition of sustainable development. Good governance, which includes the fight against corruption, and the rule of law are decisive in strategies to reduce poverty. In that connection, the Community is especially well placed to support the strengthening of the partner countries' institutional capacities. Community action is more neutral than action by the Member States, which have their own history and are bound by a specific legal system. Community solidarity and the Community's integrated approach to cooperation are undoubtedly major assets. Resources will need to be deployed in all areas of aid focus, in particular trade, economic policies, the social sectors and regional integration.

### **Horizontal aspects**

20. At every stage of execution of the activities previously reviewed, the Community also needs to mainstream cross-cutting concerns comprising the promotion of human rights, equality between men and women, children's rights and the environmental dimension. Protection of the environment must be included in the definition and implementation of all Community policies, particularly in order to promote sustainable development. To this end, environmental issues should be systematically incorporated into the Community's development instruments.

Those cross-cutting topics are at once objectives in themselves and vital factors in strengthening the impact and sustainability of cooperation. Reference texts adopted in the framework of the United Nations or in the Community are available in this context. Conflict prevention and crisis management require systematic attention in view of the serious implications for the developing countries concerned.

### **Other aspects**

21. In view of the global dimension of the problem and the gravity of the communicable disease situation and its impact on poverty, accelerated action by the Community and its Member States in this field, targeting its various dimensions, must be considered an absolute necessity.

22. Developments in information and communications technologies offer developing countries many opportunities, particularly for the upswing of the private sector. Efforts must be made to

prevent those technologies from becoming a new marginalisation factor. The Community and its Member States must make their contribution, by rapidly examining the approach they might adopt for this purpose. Finally, the Community must continue to promote research in developing countries.

### **III. What methods are required to ensure more effective and efficient cooperation?**

23. The Council's first objective in recognising the need to clarify the strategic thrust of Community development policy was to step up the impact and efficiency of Community aid. To that end, a closer link with other common policies and with Member States' activities is a necessity.

#### **Reform of external aid**

24. The Commission has initiated a reshaping of its external aid management for which it is primarily responsible. In particular, it has undertaken to strengthen the programming process, establishing a quality support group to ensure the consistency of strategies defined for all the developing countries and introducing a process of deconcentration and decentralisation intended to bring decision-making closer to partner countries. Simplification of the Financial Regulation and increased human resources, particularly within the delegations, are also necessary. The Council welcomes this commitment to reform and supports the Commission in the swift implementation of its proposals. In so doing, the Commission will need to safeguard the Community's operational capacity and increase it in the long term.

25. This approach must have implications for Community aid instruments. The introduction of rolling programming conducive to the coverage of the needs and performance of the beneficiary countries and their development in time and increased recourse to sectoral support and to direct budgetary aid where the conditions so allow and where subsequent monitoring may be introduced are likely to help to lead to more efficient management and a more efficient allocation of resources. The new ACP-EC partnership procedures may be regarded as exemplary in this respect.

26. Furthermore, the Community needs to learn more from the lessons of the past and to develop an approach based on results. It is necessary to step up the appraisal function and base it on the principle of independence. The lessons learned from the results of appraisal must be taken into account in the planning of new programmes and projects.

27. The link between development cooperation and humanitarian aid is a matter of cardinal importance, determining as it does the capacity of the Union to tailor its cooperation to the changing needs of countries beset by conflict or natural disaster. A continuum between urgency, rehabilitation and development needs to be sought.

28. The refocusing of management committee tasks in the direction of the strategic aspects of cooperation has been initiated, with the aim of streamlining procedures. Such a measure will enable the Member States to focus their attention on policies, country-by-country programming, sectoral strategies and topics requiring European coordination upstream of international discussions. It will, of course, be necessary to see that maximum possible transparency is maintained and that close consultation takes place on individual projects, in particular through operational coordination.

#### **Coordination**

29. The Treaty establishing the European Community provides that the Community and the Member States shall coordinate their development cooperation policies and consult each other on their aid programmes, including in international organisations and during international conferences. The possibility of joint action and a contribution by Member States towards Community aid programme implementation are also mentioned.

30. Increased coordination within the Union offers great scope for increasing aid efficiency. Greater knowledge of the measures undertaken by the Community and by its Member States is a precondition for deriving the greatest benefit from aid. Reciprocal information exchanges must, therefore, be encouraged so that the Union has the tools enabling it to have a general overview of

its effort that encompasses all the instruments used.

31. Special emphasis also needs to be placed on stepping up coordination between Member State and Commission representations on the ground in the closest possible liaison with the partner country at every stage in the Community programme formulation, implementation and evaluation process, making good use of country strategy papers. This is consistent with the process of deconcentration and decentralisation which the Community wishes to implement.

32. The dialogue with other donors, in particular the Bretton Woods institutions and United Nations agencies, also needs to be improved. In addition, the Union should ensure that it encourages the partner country in its primary coordinating role, at the service of the development strategies which the partner country has itself defined. Harmonisation of its procedures is necessary to that end. The Community will also encourage the partner country in its leading role in coordinating the collective efforts of all the donors under initiatives such as the Comprehensive Development Framework.

33. Finally, the Union must be consistent in its statements and must whenever possible speak with one voice in international fora, in order to make a stronger case for its development policy and exert a greater influence on the emergence of international consensus in this field. Its credibility and the consistency of its actions are at stake here.

34. All in all, increased coordination within the Union will enhance the visibility of European aid, for the benefit of the partner countries. It is less a question of flagwaving than of strengthening the capacity of the Union to influence events so that its effort provides a sufficient lever for its objectives to be attained. Greater effectiveness and a greater impact are key factors for increased visibility.

#### **Complementarity**

35. Strengthening complementarity is a response to the need for a better division of labour between the Community and the Member States. No donor can lay claim to excellence in every country and in every sector of cooperation. It is, therefore, important that the experience gained by the Community and its Member States be put to profitable use and that on a case-by-case basis the allocation of tasks be in keeping with the primary role falling to the partner country and take account of each party's comparative advantages.

36. Likewise, relations with the Bretton Woods institutions and the United Nations agencies and other donors are of great importance. Fund providers must be increasingly able to share their experiences and their analyses, particularly when they implement sectoral approaches.

37. The concentration of Community activities in a more limited number of sectors is wholly consistent with this approach. The possibility of delegating Community appropriation management to the Member States or to their operating agencies in the case of co-financing operations, as laid down in the internal agreement on the 9th EDF, will be a further contributory factor. The preparation of country strategy papers provides a special opportunity for promoting complementarity.

38. The contribution made by a broad spectrum of participants from civil society to Community policy is already recognised in the framework of the new partnership with the ACP countries. Implementation of an approach that encourages greater participation by non-governmental organisations, economic operators, social partners and the private sector must be encouraged in the context of the Union's relations with the rest of the world. It is of quite particular importance to reinforce the partnership with the NGOs, both in Europe and in the developing countries and to support capacity-building among non-State players in the partner countries in order to facilitate their participation in the dialogue on strategies and in the implementation of cooperation programmes.

#### **Coherence**

39. There must be greater coherence between the various Community policies focused on sustainable development. Efforts must be made to ensure that Community development policy objectives are taken into account in the formulation and implementation of other policies



affecting the developing countries. The way to achieve this is to make a systematic and thorough analysis of any indirect effects of measures in especially sensitive areas and to take development problems into account in the Commission decision-making process.

#### **IV. Implementation and follow-up**

40. The clarification of Community development policy in the context of a declaration is meaningful only if it can be quickly acted upon. It is, therefore, important to state clearly the operational content of the objectives, principles and methods reviewed above.

41. Accordingly, it is essential that the Commission prepare an action programme based on results.

42. The implementation of the new approach has to be seen as a process which brings long-term changes, requiring considerable political will and the maintenance of a climate of trust. Regular follow-up will enable the Community to verify the results achieved and, if necessary, to proceed with the adjustments inherent in an ongoing process.

43. An assessment of the implementation of the general policy declaration and of the action programme will need to be compiled regularly. With that in view, the Commission is requested to submit to the Council and to the European Parliament an annual report on Community development policy, containing in particular qualitative aspects. An evaluation of that policy will need to be considered at the appropriate time.

44. In order to make public opinion aware of the challenges and objectives of European solidarity in respect of the developing countries, the widest possible publicity will need to be given to this declaration. The Council and the Commission will take the necessary steps, encouraging development education in particular.

#### **Summary**

The European Union is a major player in the development sphere. It is the source of approximately half of the public aid effort worldwide and is the main trading partner for many developing countries. This declaration expresses the Council's and the Commission's intent to reaffirm the Community's solidarity with those countries, in the framework of a partnership which respects human rights, democratic principles, the rule of law and the sound management of public affairs, and to begin the process of renewing its development policy based on the search for increased effectiveness in liaison with other international players in the development sphere, and on the involvement of its own citizens.

The principal aim of the Community's development policy is to reduce poverty with a view to its eventual eradication.

Poverty, which includes the concept of vulnerability, results from many factors. The Community is therefore determined to support poverty reduction strategies which integrate these many dimensions and are based on the analysis of constraints and opportunities in individual developing countries. These strategies must contribute to strengthening democracy, to the consolidation of peace and the prevention of conflict, to gradual integration into the world economy, to more awareness of the social and environmental aspects with a view to sustainable development, to equality between men and women and to public and private capacity-building. These aspects must be taken on board by the partner countries and included in dialogue between the State and civil society.

The Community will concentrate on six areas which have been identified on the basis of the added value of Community action and of their contribution to poverty reduction: the link between trade and development; regional integration and cooperation; support for macro-economic policies and the promotion of equitable access to social services; transport; food security and sustainable rural development; and institutional capacity-building. Attention will consistently be given to human rights, to the environmental dimension, to equality between men and women and to good governance.

The Community's development policy concerns all developing countries. As regards the allocation of resources, the least developed countries and low-income countries will be given

priority, in an approach which will take account of their efforts to reduce poverty, their needs, their performance and their capacity to absorb aid. Poverty reduction strategies will also be encouraged in middle-income countries where the proportion of poor people remains high.

The Community and its Member States will coordinate their policies and programmes in order to maximise their impact. Better complementarity will be sought both within the Union and with other donors, in particular in the context of country-by-country strategies. To ensure consistency, the objectives of Community development policy will be taken into greater account in the conduct of other common policies.

The Council supports the Commission in its efforts to manage the Community's external aid more effectively. Particular roles are played by the current restructuring of the Commission's departments, by the more important place being afforded to programming, by the orientation of programmes towards results, by the development of an appraisal culture, by beginning the process

of deconcentration and decentralisation, and by refocusing management committee tasks towards the strategic aspects of cooperation. The simplification of the Financial Regulation and a better allocation of human resources, as requested by the Commission, must be encouraged.

This declaration on the Community's development policy is to be accompanied by a Commission action plan which will define its implementation in practice. This will be subject to constant monitoring, in particular by means of the presentation of an annual report.

## **ENTWICKLUNGSPOLITIK DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT**

### **– ERKLÄRUNG DES RATES UND DER KOMMISSION**

1. Entscheidender als je zuvor stellt sich heute weiterhin die Frage der Entwicklung. In den afrikanischen Ländern südlich der Sahara und in Südasien leben noch immer mehr als 40 % der Bevölkerung unter der Armutsgrenze. 800 Millionen Menschen - darunter 200 Millionen Kinder - leiden unter chronischer Fehlernährung. In den 48 am wenigsten entwickelten Ländern liegt die Beschulungsquote bei nur 36 %. Die weit verbreiteten übertragbaren Krankheiten wie HIV/AIDS, Sumpffieber und Tuberkulose treffen die armen Bevölkerungsgruppen in den Entwicklungsländern in unverhältnismäßig großem Ausmaß. Die Globalisierung, die ihren Niederschlag insbesondere in einem ständigen Anwachsen der Handelsströme und der Privatinvestitionen findet, bietet zwar Möglichkeiten, doch birgt sie auch Marginalisierungsrisiken in sich. Durch die Schuldenlast wird den Entwicklungsländern oftmals jeder Handlungsspielraum genommen. Die wachsende Ungleichheit beweist, dass Wachstum und bestimmte Formen der Hilfe nicht immer ausreichen, um dieser Lage abzuweichen. Armut und die damit einhergehende Ausgrenzung sind die Hauptursachen für Konflikte und gefährden die Stabilität und die Sicherheit zu vieler Länder und Regionen.

2. Die Europäische Union bringt die Hälfte der öffentlichen Hilfe für die Entwicklungsländer auf und ist für viele dieser Länder der wichtigste Handelspartner. Sie wirkt in allen Regionen der Welt. Diese Bemühungen sind gekennzeichnet von der unerlässlichen Solidarität, die eine wesentliche Dimension ihres Wirkens im internationalen Rahmen darstellt. Diese Solidarität zu üben, ist als ein wichtiger politischer Auftrag zu sehen. Die Union muss diese Botschaft - im Einklang mit den Grundsätzen, auf denen ihr eigenes Aufbauwerk beruht - in allen Foren kundtun und insbesondere bei den übrigen industrialisierten Ländern dafür werben.

3. Die Gemeinschaft hat eine wichtige Rolle bei der Entwicklungsarbeit übernommen. Die Zahl ihrer Partner draußen in der Welt hat sich vervielfacht, neue Instrumente sind geschaffen und mit mehr finanziellen Mitteln ausgestattet worden, weshalb es nun noch notwendiger ist, eine klare und kohärente Strategie festzulegen. Die internationalen Ziele der Entwicklungsarbeit, wie sie insbesondere im Rahmen des Ausschusses für Entwicklungshilfe (DAC) der OECD festgelegt worden sind, die Ergebnisse der großen internationalen Konferenzen und die im Vertrag zur Gründung der Gemeinschaft verankerten Grundsätze bilden hierfür das Fundament. Diese Strategie sollte sich auf alle Entwicklungsländer erstrecken, die Kooperations- und Partnerschaftsbeziehungen zur Gemeinschaft unterhalten. Dies ist eine der wichtigsten Empfehlungen des Rates in seinen Schlussfolgerungen vom Mai 1999 zum Thema "Evaluierung der Gemeinschaftshilfe". Die Festlegung dieser Strategie fügt sich ein in den größeren Rahmen der Erörterungen über die Verbesserung der Wirksamkeit des Handelns der Union nach außen und der von der Kommission zur Verbesserung der Verwaltung der betreffenden Programme eingeleiteten Reform.

4. Die Kommission hat in ihrer Mitteilung vom 26. April 2000 neue Leitlinien für die Entwicklungspolitik der Gemeinschaft vorgeschlagen. Nach Auffassung des Rates stellt dieser Beitrag den Ausgangspunkt für einen Erneuerungsprozess dar, den er in enger Abstimmung mit dem Europäischen Parlament und im Geiste des Dialogs mit den Entwicklungsländern - wie auch mit den Vertretern der Zivilgesellschaft - fortführen möchte. Ob dieser Prozess Früchte tragen wird, hängt von dem Willen ab, mit dem sich alle Beteiligten dafür einsetzen. Sein Erfolg wird für die Glaubwürdigkeit der Europäischen Union auf internationaler Ebene den Ausschlag geben.

5. Vor diesem Hintergrund kommt es nunmehr darauf an, den größten Nutzen aus dem innovativen Ansatz zu ziehen, der sich aus dem am 23. Juni 2000 in Cotonou mit den AKP-Staaten unterzeichneten Partnerschaftsabkommen ergibt. Im Rahmen der Durchführung dieses Abkommens bietet sich der Gemeinschaft ein besonders günstiges Feld für eine auf neuen Grundlagen beruhende Politik, und zwar dank der Stärke einer Beziehung zu diesen Ländern, die den politischen Dialog, die handelspolitische Dimension und die Hilfe für ihre Entwicklung einschließt. Der globale Charakter dieses Ansatzes stellt einen Vorteil für die Gemeinschaft dar, den auszubauen sie anstreben muss.

#### **I. Grundsätze und Ziele der Entwicklungspolitik der Gemeinschaft**

6. Die Entwicklungspolitik der Gemeinschaft beruht auf dem Grundsatz der nachhaltigen, ausgewogenen und partizipativen Entwicklung von Mensch und Gesellschaft. Die Förderung der Menschenrechte, der Demokratie, der Rechtsstaatlichkeit und der ordnungsgemäßen Verwaltung der öffentlichen Angelegenheiten sind Bestandteil dieser Politik.

#### **Ziele der gemeinschaftlichen Politik**

7. Oberstes Ziel der Entwicklungspolitik der Gemeinschaft muss die Minderung der Armut unter der Perspektive ihrer letztendlichen Beseitigung sein. Dieses Ziel impliziert, dass die nachhaltige wirtschaftliche, soziale und umweltrelevante Entwicklung unterstützt, die schrittweise Einbeziehung der Entwicklungsländer in die Weltwirtschaft gefördert und der Wille vorhanden sein muss, Ungleichheit zu bekämpfen.

#### **Einzelmaßnahmen zur Bekämpfung der Armut**

8. Das Phänomen "Armut" lässt sich nicht allein dadurch definieren, dass es den Betroffenen an Einkünften und finanziellen Mitteln fehlt, sondern es beinhaltet auch den Begriff der "Gefährdung" und schließt Faktoren wie den fehlenden Zugang zu einer angemessenen Ernährung, zu Erziehung und

Bildung und zum Gesundheitswesen, zu den natürlichen Ressourcen und zu Trinkwasser, zu Grund und Boden, zur Beschäftigung und zu Krediten, zur Information und zur politischen Mitwirkung, zu Dienstleistungen und zur Infrastruktur ein. All dies ist notwendig, damit die benachteiligten Bevölkerungsgruppen ihre Entwicklung in die eigene Hand nehmen, Chancengleichheit erlangen und in einer sichereren Umwelt leben können. Die Entwicklungspolitik der Gemeinschaft muss daher die Strategien der Armutsminderung unterstützen, die diese verschiedenen Dimensionen einbeziehen und auf die Festigung der demokratischen Prozesse, den Frieden und die Konfliktverhütung, die Entwicklung sozialpolitischer Konzepte, die Einbeziehung der gesellschafts- und umweltpolitischen Ziele in die makroökonomischen Reformprogramme, die Berücksichtigung der Gleichheit zwischen Männern und Frauen, die Reform oder die Schaffung eines geeigneten institutionellen Rahmens, die Stärkung der Handlungsfähigkeit der Akteure des öffentlichen und des privaten Sektors wie auch auf den Schutz von Naturkatastrophen abzielen.

9. Eine der wesentlichen - jedoch nicht hinreichenden - Bedingungen für die Armutsminderung ist jedoch ein nachhaltiges Wachstum. Die Einbindung der Entwicklungsländer - und insbesondere der am wenigsten entwickelten Länder - in die Weltwirtschaft ist eine notwendige Voraussetzung für ihr Wachstum und ihre nachhaltige Wirtschafts- und Sozialentwicklung. Ferner gilt es zu vermeiden, dass die Entwicklungsländer deswegen noch stärker marginalisiert werden, weil sie nicht an der weltweit aufkommenden Informationsgesellschaft teilnehmen. Daher sollten die verschiedenen Aktionsmittel der Union kohärent in den Dienst von Strategien zur Minderung der Armut gestellt werden, welche die wirtschaftliche und handelspolitische, die politische und institutionelle, die soziale, kulturelle und umweltbezogene Dimension der Entwicklung einbeziehen.

10. Die Entwicklungspolitik, die sich ja - was nicht vergessen werden darf - in den weiter gespannten Rahmen des Handelns der Union nach außen einfügt, muss ihren Ausdruck darin finden, dass die entsprechenden Mittel unter Berücksichtigung dessen aufgeteilt werden, wie sie sich auf die Minderung der Armut auswirken. Der Lage der am wenigsten entwickelten Länder und der übrigen einkommensschwachen Länder muss daher im Rahmen eines Vorgehens das auch die von den Regierungen der Partnerländer unternommenen Anstrengungen zur Armutsminderung, ihre Leistung und ihre Aufnahmekapazität einbezieht, vorrangig Aufmerksamkeit geschenkt werden. Im Falle der Länder mit mittlerem Einkommen sollten diejenigen gefördert und in den Mittelpunkt gestellt werden, in denen der Anteil der armen Bevölkerungsgruppen weiterhin hoch ist und in denen die Durchführung von kohärenten Strategien zur Minderung der Armut auf breiter Front erfolgt.

#### **Vorrangige Rolle der Entwicklungsländer**

11. Die Eigenverantwortung der Partnerländer bei ihrer jeweiligen Strategie ist der Schlüssel zum Erfolg der entwicklungspolitischen Maßnahmen. Im Hinblick darauf muss die auf breitester Grundlage angelegte Beteiligung aller Segmente der Gesellschaft gefördert werden, damit die Voraussetzungen für mehr Gleichheit, für die Teilhabe der Armen an den Früchten des Wachstums und für die Stärkung des demokratischen Gefüges geschaffen werden. Die Verpflichtungen, welche die Entwicklungsländer und die industrialisierten Länder anlässlich der großen Konferenzen der Vereinten Nationen eingegangen sind, stellen einen gemeinsamen Bezugsrahmen für einen Entwicklungsmodus dar, in dessen Mittelpunkt die sozialen und menschlichen Aspekte wie auch die nachhaltige Nutzung der Naturschätze und Bewirtschaftung der Umwelt stehen. Hiervon ausgehend misst die Europäische Union der Qualität des Dialogs mit den Partnerländern maßgebende Bedeutung bei. Dieser Dialog muss es ermöglichen, dass die Kohärenz zwischen der jeweiligen Politik eines bestimmten Landes und den gemeinschaftlichen Unterstützungsmaßnahmen gewahrt wird. Im Rahmen dieses Dialogs müssen ferner die Voraussetzungen für eine effiziente Zusammenarbeit erörtert werden, insbesondere im Hinblick auf den Ausbau der Kapazitäten im Partnerland und auf die verantwortungsvolle Verwaltungsführung, damit sichergestellt wird, dass sämtliche für die Entwicklung bereitgestellten Ressourcen transparent und verantwortungsvoll verwaltet werden. Diese Eckwerte müssen bei der Aufteilung der Entwicklungshilfe mit dem Ziel berücksichtigt werden, dass sie dort bereitgestellt werden soll, wo die größten Chancen bestehen, die Armut wirksam und nachhaltig zu mindern.

#### **II. Hin zu einer stärkeren Konzentration der Aktivitäten der Gemeinschaft in einer begrenzteren Anzahl von Bereichen**

12. Zur Verwirklichung dieser Ziele und Grundsätze sollte man der Frage nachgehen, wie der Entwicklungspolitik der Gemeinschaft maximale Wirkung verliehen werden kann. Hierzu ist es erforderlich, dass Prioritäten für die einzelnen Aktionen festgelegt und gezieltere sektorische Strategien ausgearbeitet werden. Angesichts des der Kommission zur Verfügung stehenden Personals erweist es sich ebenfalls als unerlässlich, die Aktivitäten der Gemeinschaft in einer begrenzten Anzahl von Bereichen zu konzentrieren, die abhängig davon ausgewählt werden, welchen Beitrag sie zur Minderung der Armut leisten und inwieweit ein gemeinschaftliches Vorgehen in diesen Bereichen einen Mehrwert bringt.

13. Die Kommission hat in ihrer Mitteilung an den Rat sechs Bereiche aufgeführt, die offensichtlich diesen Kriterien entsprechen: Zusammenhang zwischen Handel und Entwicklung, Unterstützung der regionalen Integration und Kooperation, Unterstützung der makroökonomischen Politik, Transport, Ernährungssicherheit und nachhaltige ländliche Entwicklung, Aufbau institutioneller Kapazitäten, insbesondere in Bezug auf verantwortungsvolle Verwaltungsführung und Rechtsstaatlichkeit.

Der Rat billigt diese Auswahl und merkt Folgendes dazu an:

#### **Zusammenhang zwischen Handel und Entwicklung**

14. Die Gemeinschaft hat als Protagonist in den Bereichen Handel und Entwicklungshilfe eine Führungsrolle im Hinblick darauf zu übernehmen, dass ein Zusammenhang zwischen diesen beiden Bereichen hergestellt wird. Er hat sich zu vergewissern, dass sich die Entwicklungspolitik und die Handels- und Investitionspolitik einander ergänzen und gegenseitig verstärken. Die von den Entwicklungsländern durchgeführte Reform der Handelspolitik muss sich an ihren eigenen Entwicklungszielen und -strategien ausrichten. Sie muss eine stärkere und kohärentere Unterstützung erfahren. Die Liberalisierung des Handels und der Investitionen in den Entwicklungsländern muss sich in einem Rhythmus vollziehen, der der Anfälligkeit ihrer Volkswirtschaften Rechnung trägt, und sie muss eine Maximalwirkung der langfristigen Dynamisierungseffekte auf die Gesellschaft und zugleich eine Minimalwirkung der Anpassungskosten anstreben. Der präferentielle Zugang zu den Märkten der entwickelten Länder trägt ebenfalls dazu bei, die Wirtschaft der Entwicklungsländer, darunter vor allem die am wenigsten entwickelten Länder, zu entwickeln und sie in die Weltwirtschaft zu integrieren. Die Gemeinschaft hat zugesagt, den Marktzugang für diese Länder zu verbessern. Dies reicht jedoch noch nicht aus. Auch andere Faktoren sollten berücksichtigt werden: Angebotszwänge und Wettbewerbsfähigkeit, Fähigkeit der Entwicklungsländer zur Nutzung der Marktöffnung, verstärkte Zusammenarbeit in den handelsbezogenen Bereichen, Technologietransfer, Zugang zur Information und zu den weltumspannenden Netzen, Investitionsförderungsstrategien und Entwicklung des Privatsektors. Zur Berücksichtigung all dieser Dimensionen bedarf es geeigneter Unterstützungsmaßnahmen. Hand in Hand mit der finanziellen Unterstützung muss freilich auch der Schutz für Investitionen und kommerzielle Transaktionen ausgebaut werden. Es geht also insgesamt darum, unseren Partnern dabei zu helfen, Nutzen aus der Globalisierung zu ziehen, die Auswirkungen dieses Prozesses in den Griff zu bekommen und die damit verbundenen nachteiligen Folgen auf ein Mindestmaß zu beschränken.

#### **Regionale Integration und Kooperation**

15. Die regionale Integration und Kooperation tragen dazu bei, die Entwicklungsländer in die Weltwirtschaft einzubeziehen, und fördern ganz entscheidend die Friedenskonsolidierung und die Verhütung von Konflikten. Nur mit ihrer Hilfe können die Länder, die diesen Weg beschreiten, grenzübergreifende Aufgaben, insbesondere auf dem Gebiet der Umwelt sowie der Nutzung und Bewirtschaftung der Naturschätze, in Angriff nehmen. Aufgrund ihrer Erfahrung und der ihr zur Verfügung stehenden Instrumente kann die Gemeinschaft die Entwicklungsländer hierbei unterstützen.

#### **Unterstützung der makroökonomischen Politik und Förderung eines gleichberechtigten Zugangs zu sozialen Diensten**

16. Die Union hat ein solches politisches und finanzielles Gewicht, dass sie - in Abstimmung mit den Einrichtungen von Bretton Woods - bei der Verbesserung der makroökonomischen Rahmenbedingungen der Partnerländer mitwirken kann. Die diesbezügliche Politik ist ausschlaggebend dafür, dass im Rahmen einer effizienten und strengen Verwaltung der öffentlichen Mittel die Früchte des Wachstums ausgewogen verteilt, der Zugang zur sozialen Grundversorgung, beispielsweise zur Bildung und zum Gesundheitswesen, sichergestellt und das Entstehen eines günstigen Umfeldes für Investitionen gefördert werden. Die makroökonomischen Reformen können sich nur dann nachhaltig auswirken, wenn sie in vollem Umfang den Zielen der Entwicklung von Mensch und Gesellschaft Rechnung tragen. Die bei dieser Zusammenarbeit verfolgte Zielrichtung fügt sich zudem in den Rahmen der Initiative ein, die hinsichtlich der Auslandsschuld der hoch verschuldeten armen Länder (HIPC) durchgeführt wird, bei der die Gemeinschaft - an der Seite der Mitgliedstaaten - einen bedeutenden Beitrag als Gläubigerin - aber auch vor allem als Geberin - geleistet hat.

Dass der Schwerpunkt auf die sozialen Bereiche gelegt wird, steht im Einklang mit dem Konzept der Strategiepapiere zur Verringerung der Armut (PRSP), die Bestandteil dieser Initiative sind. Die Gemeinschaft muss daher in Übereinstimmung mit dem makroökonomischen Gesamtrahmen ihre Unterstützung ferner in den sozialen Bereichen (Gesundheitswesen, Bildung) insbesondere im Hinblick darauf fortsetzen, dass ein gleichberechtigter Zugang zu den sozialen Diensten gewährleistet wird. Diese Unterstützungsmaßnahmen werden in Form von sektorbezogenen Programmen durchgeführt und erfolgen auf der Grundlage eines Dialogs mit sämtlichen Partnern.

#### **Transport**

17. Die Gemeinschaft hat äußerst wertvolle Erfahrungen beim Bau und der Instandhaltung von Verkehrsinfrastrukturen gesammelt, hinsichtlich deren sie über die Finanzkraft zur Mobilisierung der hier erforderlichen umfangreichen Investitionen verfügt. Für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung und den Zugang zur sozialen Grundversorgung sind nämlich effiziente Transportsysteme erforderlich. Dass die Partnerländer dabei mitwirken, ist freilich eine Voraussetzung für die Nachhaltigkeit dieser Bemühungen.

#### **Ernährungssicherheit und nachhaltige ländliche Entwicklung**

18. Die nachhaltige ländliche Entwicklung und die Ernährungssicherheit sind eine wichtige Komponente der zur Bekämpfung der Armut eingesetzten Strategien der Gemeinschaft, die sich die im Rahmen des Welternährungsgipfels vereinbarten Verpflichtungen zu Eigen gemacht hat. Die

Gemeinschaft ist weiterhin ein wichtiger Partner im Rahmen des Londoner Nahrungsmittelhilfe-Übereinkommens. Die Maßnahmen der Gemeinschaft müssen im Lichte der gegenwärtigen Überlegungen über den Zusammenhang zwischen der auf einen Beitrag zur Minderung der Armut abzielenden Ernährungssicherheit und der als humanitäre Hilfe eingesetzten Nahrungsmittelhilfe weiterentwickelt werden. Ferner muss eine bessere Verknüpfung zwischen der auf die Ernährungssicherheit abstellenden Politik und der humanitären Hilfe vor dem Hintergrund der Frage angestrebt werden, in welchem Bezugsrahmen die Soforthilfe- und die Entwicklungsmaßnahmen stehen. Hinsichtlich der ländlichen Entwicklung können Effizienz und Nachhaltigkeit nur durch langfristige Strategien sichergestellt werden, die unter Mitwirkung aller Beteiligten formuliert und durchgeführt werden und die es gestatten, dass die Bedarfprioritäten des ländlichen Raums in allgemeinen und sektorbezogenen Maßnahmen ihren Niederschlag finden. In diesen Bereichen hat die Gemeinschaft große Erfahrungen gesammelt.

#### **Ausbau der institutionellen Kapazitäten**

19. Eine Voraussetzung für die nachhaltige Entwicklung sind funktionsfähige demokratische Institutionen. Eine verantwortungsvolle Staatsführung, welche die Bekämpfung von Korruption einschließt, und Rechtsstaatlichkeit sind bei den Strategien zur Minderung der Armut ausschlaggebend. Die Gemeinschaft ist in dieser Hinsicht in einer besonders guten Position, um den Ausbau der institutionellen Kapazitäten der Partnerländer zu unterstützen. Ihre Maßnahmen haben nämlich größere Neutralität als die der Mitgliedstaaten mit ihrer jeweiligen Geschichte und der ihnen eigenen Rechtsordnung. Das Gewicht der Solidarität der Gemeinschaft und ihr integrales Kooperationskonzept sind hier ganz offensichtlich von entscheidendem Vorteil. In allen Bereichen, in denen eine Konzentrierung der Hilfe der Gemeinschaft stattfindet, insbesondere auf dem Gebiet des Handels, der Wirtschaftspolitik, der sozialen Sektoren und der regionalen Integration, müssen die entsprechenden Mittel eingesetzt werden.

#### **Horizontale Aspekte**

20. Die Gemeinschaft muss zudem auf allen Stufen der Durchführung der zuvor beschriebenen Maßnahmen darauf achten, dass die horizontalen Anliegen, die in der Förderung der Menschenrechte, der Gleichstellung der Geschlechter, dem Recht der Kinder und der Umweltdimension bestehen, miteinbezogen werden. Bei der Festlegung und der Durchführung sämtlicher politischen Maßnahmen der Gemeinschaft muss der Aspekt 'Umweltschutz' einbezogen werden, und zwar insbesondere im Hinblick auf die Förderung der nachhaltigen Entwicklung. Zu diesem Zweck sollten die Umweltfragen systematisch in das Entwicklungsinstrumentarium der Gemeinschaft integriert werden. Diese horizontalen Themen stellen eigenständige Ziele wie auch unerlässliche Komponenten dafür dar, dass Wirksamkeit und Nachhaltigkeit der Zusammenarbeit verstärkt werden. Der Gemeinschaft liegen in dieser Hinsicht einschlägige Bezugstexte vor, die im Rahmen der Vereinten Nationen oder in den Gemeinschaftsgremien verabschiedet worden sind. Aufgrund der schwerwiegenden Folgen, die sich aus Konflikten und Krisen für die Entwicklungsländer ergeben, muss das Augenmerk systematisch auf die Aspekte 'Konfliktverhütung' und 'Krisenbewältigung' gerichtet werden.

#### **Sonstige Aspekte**

21. Aufgrund der globalen Dimension des Problems und des Ernstes der Lage in Bezug auf die übertragbaren Krankheiten und wegen ihrer Auswirkungen auf die Armut ist in diesem Bereich - abgestimmt auf dessen verschiedene Dimensionen - ein beschleunigtes Vorgehen der Gemeinschaft und ihrer Mitgliedstaaten als absolut notwendig zu erachten.

22. Die Entwicklung der Informations- und Kommunikationstechnologien eröffnet den Entwicklungsländern zahlreiche Möglichkeiten, insbesondere was den Aufschwung des privaten Sektors anbelangt. Es sollte indes vermieden werden, dass sich diese Technologien in einen neuen Marginalisierungsfaktor verwandeln. Die Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten müssen ihren Beitrag dazu leisten, indem sie rasch prüfen, welches Konzept sie zu diesem Zweck festlegen könnten. Und schließlich muss die Gemeinschaft auch weiterhin die Forschungsarbeit in den Entwicklungsländern fördern.

### **III. Wie lässt sich die Effizienz der Zusammenarbeit steigern?**

23. Der Rat hatte bei seiner Feststellung, dass die jeweilige Zielrichtung der Strategien der gemeinschaftlichen Entwicklungspolitik präzisiert werden muss, als oberstes Ziel vor Augen, die Wirkungskraft und die Effizienz der Gemeinschaftshilfe zu steigern. Vor diesem Hintergrund erweist sich eine bessere Verknüpfung mit den übrigen Gemeinschaftspolitiken und mit den Aktivitäten der Mitgliedstaaten als erforderlich.

#### **Reform der externen Hilfe**

24. Die Kommission hat einen Prozess eingeleitet, der darauf abzielt, ihre Verwaltung der vor allem ihrer Zuständigkeit unterliegenden externen Hilfe umzugestalten. Sie hat den Programmierungsprozess gestrafft, eine Gruppe zur Qualitätsunterstützung eingesetzt, die damit betraut ist, die Kohärenz der für alle Entwicklungsländer festgelegten Strategien sicherzustellen, und sie hat eine Bewegung gefördert, die gerichtet ist auf Entflechtung und Dezentralisierung zwecks Annäherung der Entscheidungen der Partnerländer. Die Vereinfachung der Finanzregelung und eine bessere personelle Ausstattung - insbesondere in den Außenstellen - sind ebenfalls erforderlich. Der Rat begrüßt diesen Reformwillen und unterstützt die Kommission bei der zügigen Umsetzung ihrer

Vorschläge. Hierbei muss die Kommission darauf achten, dass die gegenwärtigen operativen Kapazitäten der Gemeinschaft gewahrt bleiben und auf Dauer ausgebaut werden.

25. Dieses Konzept muss sich auf das Instrumentarium der Gemeinschaftshilfe auswirken. Die Einführung einer gleitenden Programmierung, die es erleichtert, den Bedarf und die Leistungsfähigkeit der Empfängerländer - wie auch deren allmähliche Entwicklung - zu berücksichtigen, und der verstärkte Rückgriff auf sektorbezogene Stützungsmaßnahmen sowie auf die direkte Hilfe aus Haushaltsmitteln - wenn die Bedingungen es zulassen und sich eine nachträgliche Kontrolle einrichten lässt - könnten zu einer effizienteren Verwaltung und Zuweisung der Mittel beitragen. In dieser Hinsicht können die neuen Modalitäten der AKP-EG-Partnerschaft als beispielhaft gelten.

26. Darüber hinaus muss die Gemeinschaft den Lehren aus der Vergangenheit stärker Rechnung tragen und einen ergebnisorientierten Ansatz entwickeln. Es ist notwendig, die Funktion der Evaluierung zu stärken und sie auf dem Grundsatz der Unabhängigkeit aufzubauen. Die aus den Evaluierungsergebnissen gewonnenen Einsichten müssen bei der Konzeption neuer Programme und Projekte berücksichtigt werden.

27. Die Frage der Verknüpfung zwischen Entwicklungszusammenarbeit und humanitärer Hilfe ist von vorrangiger Bedeutung. Diese Verknüpfung ist nämlich ausschlaggebend für die Fähigkeit der Union, ihre Zusammenarbeit an die Entwicklung des Bedarfs der Länder anzupassen, die Opfer von Konflikten oder Naturkatastrophen sind. Es muss ein Kontinuum angestrebt werden zwischen Soforthilfe, Rehabilitation und Entwicklung.

28. Um die Verfahren zu straffen, ist die Neuorientierung der Aufgaben der Verwaltungsausschüsse in Richtung auf die strategischen Aspekte der Zusammenarbeit eingeleitet worden. Diese Maßnahme wird es den Mitgliedstaaten ermöglichen, ihr Augenmerk auf die politischen Maßnahmen, die länderbezogene Programmierung, die sektorbezogenen Strategien und die Themen zu lenken, die eine europäische Koordinierung im Vorfeld der entsprechenden internationalen Erörterungen erforderlich machen. Dabei sollte freilich darauf geachtet werden, dass ein Höchstmaß an Transparenz gewahrt wird und eine enge Abstimmung über die einzelnen Projekte - insbesondere im Wege der operativen Koordinierung - erfolgt.

#### **Koordinierung**

29. Gemäß dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft koordinieren die Gemeinschaft und die Mitgliedstaaten ihre Politik auf dem Gebiet der Entwicklungszusammenarbeit und stimmen ihre Hilfsprogramme, auch in internationalen Organisationen und auf internationalen Konferenzen, ab. Vorgesehen ist auch, dass sie gemeinsame Maßnahmen ergreifen können und dass die Mitgliedstaaten zur Durchführung der Hilfsprogramme der Gemeinschaft beitragen.

30. Mit dem Ausbau der Koordinierung innerhalb der Union bietet sich eine bedeutende Steigerungsmarge für die Effizienz der Hilfe. Mit Blick auf eine Optimierung des damit verbundenen Nutzeffekts stellt die Verbesserung der Kenntnis der von der Gemeinschaft und die von ihren Mitgliedstaaten eingeleiteten Maßnahmen eine Vorbedingung dar. In Anbetracht dessen muss der gegenseitige Informationsaustausch gefördert werden, damit sich die Union die Hilfsmittel an die Hand geben kann, die es ihr ermöglichen, einen Gesamtüberblick über ihre Anstrengungen - unter Einbeziehung aller Instrumente - zu verschaffen.

31. Besonderes Schwergewicht muss auch gelegt werden auf die Intensivierung der Koordinierung zwischen den Vertretungen der Mitgliedstaaten und den Außenstellen der Kommission vor Ort, und zwar im engsten Benehmen mit dem Partnerland und in allen Phasen der Konzeption, der Durchführung und der Evaluierung der gemeinschaftlichen Programme unter Nutzung der länderbezogenen Strategiepapiere. Dieser Prozess geht Hand in Hand mit der von der Gemeinschaft gewünschten Entflechtung und Dezentralisierung.

32. Der Dialog muss auch mit den übrigen Geldgebern, insbesondere mit den Einrichtungen von Bretton Woods und den Organisationen der Vereinten Nationen, verbessert werden. Ferner muss die Union auf die Förderung dessen achten, dass die wichtigste Rolle dem Partnerland bei der Koordinierung im Dienste der von ihm festgelegten Entwicklungsstrategien zukommt. Vor diesem Hintergrund erweist sich die Harmonisierung der betreffenden Verfahren als notwendig. Die Gemeinschaft wird sich ferner dafür einsetzen, dass dem Partnerland bei der Koordinierung der kollektiven Anstrengungen sämtlicher Geldgeber im Rahmen von Initiativen wie beispielsweise dem "Comprehensive Development Framework" (CDF) die wichtigste Rolle zukommt.

33. Schließlich muss sich die Union in den internationalen Gremien kohärent äußern und möglichst mit einer einzigen Stimme sprechen, damit ihre Entwicklungspolitik besser zur Geltung gebracht wird, und sie muss zunehmend Einfluss darauf ausüben, dass in diesem Bereich ein internationaler Konsens zu Stande kommt. Hierbei geht es um ihre Glaubwürdigkeit und die Kohärenz ihrer Maßnahmen.

34. Eine stärkere Koordinierung innerhalb der Union wird es insgesamt ermöglichen, der europäischen Hilfe mehr Profil zu verleihen, und zwar zum Nutzen der Partnerländer. Hierbei geht es weniger um eine Frage von Flaggen, sondern vielmehr um die Stärkung der Fähigkeit der Union zur Einflussnahme, damit von ihren Anstrengungen eine so hinreichende Hebelwirkung ausgehen kann, dass sie ihre Ziele zu erreichen vermag. Eine größere Effizienz und Wirkungskraft sind die entscheidenden Komponenten dafür, dass hier eine stärkere Profilierung erfolgt.

#### **Komplementarität**

35. Die Verstärkung der Komplementarität entspricht der Notwendigkeit einer besseren Arbeitsteilung zwischen der Gemeinschaft und den Mitgliedstaaten. Kein einziger Geldgeber kann behaupten, dass er in allen Ländern und in allen Bereichen der Zusammenarbeit Vortreffliches leistet. Es gilt daher, die Erfahrungen der Gemeinschaft und ihrer Mitgliedstaaten zu nutzen und - für jeden Einzelfall - zu einer Verteilung der Aufgaben zu gelangen, bei der darauf geachtet wird, dass dem Partnerland die wichtigste Rolle zukommt, und bei der den komparativen Vorteilen aller Beteiligten Rechnung getragen wird.

36. Desgleichen sind die Beziehungen zu den Einrichtungen von Bretton Woods, den Organisationen der Vereinten Nationen und den übrigen Gebern sehr wichtig. Die Geldgeber müssen immer stärker in der Lage sein, ihre Erfahrungen und Analysen insbesondere bei der Durchführung von sektorbezogenen Konzepten zu teilen.

37. Die Bündelung der Aktivitäten der Gemeinschaft zu einer begrenzteren Anzahl von Sektoren geht durchaus in diese Richtung. Dass die Verwaltung der gemeinschaftlichen Mittel - wie im internen Abkommen über den 9. EEF vorgesehen - den Mitgliedstaaten oder ihren mit der entsprechenden Durchführung betrauten Stellen im Falle von Kofinanzierungen übertragen werden kann, könnte hierzu beitragen. Die Ausarbeitung von länderbezogenen Strategiepapieren bietet hier eine besonders günstige Gelegenheit zu mehr Komplementarität.

38. Im Rahmen der neuen Partnerschaft mit den AKP-Staaten ist bereits eingeräumt worden, dass durch ein breites Spektrum von Akteuren der Zivilgesellschaft ein Beitrag zur Politik der Gemeinschaft geleistet wird. Bei den Beziehungen der Union zu den Ländern der übrigen Welt muss die Umsetzung eines Konzepts gefördert werden, das die Nichtregierungsorganisationen, die Akteure im Wirtschafts- und Sozialbereich und den privaten Sektor zu mehr Mitwirkung ermutigt. Ganz besonders wichtig ist es hierbei, die Partnerschaft mit den NRO in Europa wie auch in den Entwicklungsländern auszubauen und die Entfaltung der Kapazitäten der nichtstaatlichen Akteure in den Partnerländern zu unterstützen, so dass ihre Teilnahme am Dialog über die Strategien und an der Durchführung der Kooperationsprogramme erleichtert wird.

#### **Kohärenz**

39. Geboten ist eine größere Kohärenz zwischen den verschiedenen politischen Maßnahmen, die auf die nachhaltige Entwicklung ausgerichtet sind. Es müssen Anstrengungen dahin gehend unternommen werden, dass die Ziele der Entwicklungspolitik der Gemeinschaft bei der Konzeption und der Durchführung der übrigen politischen Maßnahmen berücksichtigt werden, die sich auf die Entwicklungsländer auswirken. Dies lässt sich erreichen durch eine systematische und eingehende Analyse der etwaigen indirekten Auswirkungen der Maßnahmen in den besonders empfindlichen Bereichen wie auch dadurch, dass der Entwicklungsproblematik im Beschlussfassungsprozess innerhalb der Kommission Rechnung getragen wird.

#### **IV. Umsetzung und Follow-up**

40. Die Verdeutlichung der Entwicklungspolitik der Gemeinschaft im Rahmen einer Erklärung ist nur dann sinnvoll, wenn sie zügig und konkret umgesetzt wird. Es gilt daher, den operativen Inhalt der zuvor dargelegten Ziele, Grundsätze und Verfahren zu präzisieren.

41. Als unerlässlich erweist sich auch, dass die Kommission ein ergebnisorientiertes Aktionsprogramm ausarbeitet.

42. Die Umsetzung der neuen Leitlinien muss als ein auf langfristige Änderungen angelegter Prozess erkennbar werden, der einen starken politischen Willen und die Wahrung eines Klimas des Vertrauens erfordert. Durch eine begleitende Beobachtung in regelmäßigen Abständen wird die Gemeinschaft die erzielten Ergebnisse überprüfen und gegebenenfalls die mit einem evolutiven Prozess verbundenen Anpassungen vornehmen können.

43. In regelmäßigen Abständen muss hinsichtlich der Umsetzung der allgemeinen politischen Erklärung und des Aktionsprogramms Bilanz gezogen werden. Daher wird die Kommission ersucht, dem Rat und dem Europäischen Parlament alljährlich einen Bericht über die Entwicklungspolitik der Gemeinschaft zu unterbreiten, in dem insbesondere die qualitativen Bilanzaspekte aufgezeigt werden. In Aussicht zu nehmen wäre zu gegebener Zeit eine Evaluierung dieser Politik.

44. Damit die öffentliche Meinung dafür sensibilisiert wird, welche Bedeutung der gegenüber den Entwicklungsländern geübten europäischen Solidarität zukommt und welche Ziele dabei verfolgt werden, ist es wichtig, dass diese Erklärung die größtmögliche Öffentlichkeit findet. Der Rat und die Kommission werden sich hierfür einsetzen, indem sie insbesondere die Bildungsarbeit fördern, die auf Entwicklungsaspekte abstellt.

#### **Zusammenfassung**

Die Europäische Union spielt in der Entwicklungspolitik eine herausragende Rolle. Sie bringt die Hälfte der weltweit geleisteten öffentlichen Hilfe auf und ist für viele Entwicklungsländer der wichtigste Handelspartner. Mit dieser Erklärung geben der Rat und die Kommission ihrem Willen Ausdruck, die Solidarität der Gemeinschaft mit diesen Ländern im Rahmen einer die Menschenrechte, die demokratischen Grundsätze, die Rechtsstaatlichkeit und die verantwortungsvolle Staatsführung währenden Partnerschaft zu bekräftigen und einen Prozess der Erneuerung ihrer Entwicklungspolitik einzuleiten, bei der das Streben nach verstärkter Wirksamkeit in Zusammenarbeit mit den übrigen



Akteuren der Entwicklungspolitik auf internationaler Ebene sowie die Zustimmung der eigenen Bürger grundlegende Faktoren sind.

Wichtigstes Ziel der Entwicklungspolitik der Gemeinschaft ist die Minderung und letztendlich die Beseitigung der Armut.

Armut, die stets auch eine potentielle Gefährdung beinhaltet, hat viele Ursachen. Die Gemeinschaft ist deshalb entschlossen, Strategien zur Eindämmung der Armut zu unterstützen, die diese verschiedenen Dimensionen einbeziehen und sich auf eine Analyse der jedem Entwicklungsland eigenen Zwänge und Möglichkeiten stützen. Diese Strategien müssen einen Beitrag leisten zur Stärkung der Demokratie, zur Festigung des Friedens und zur Verhütung von Konflikten, zu einer schrittweisen Integration in die Weltwirtschaft, zu einer stärkeren Berücksichtigung der sozialen und ökologischen Aspekte im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung, zur Gleichberechtigung von Männern und Frauen und zur Verbesserung der Fähigkeiten der öffentlichen und privaten Akteure. Es wäre dafür Sorge zu tragen, dass sich die Partnerländer diese Strategien zu Eigen machen und sie in einen Dialog zwischen Staat und Bürgergesellschaft einfließen lassen.

Die Gemeinschaft wird sich auf sechs ausgewählte Bereiche konzentrieren, in denen Maßnahmen der Gemeinschaft einen zusätzlichen Nutzen bewirken und zur Minderung der Armut beitragen können: Zusammenhang zwischen Handel und Entwicklung; regionale Integration und Kooperation; Unterstützung makro-ökonomischer Politiken und Förderung eines gerechten Zugangs zu sozialen Diensten; Transport; Ernährungssicherheit und nachhaltige ländliche Entwicklung; Ausbau der institutionellen Kapazitäten. Die Gemeinschaft wird ihr Augenmerk systematisch auf die Menschenrechte, den Umweltschutz, die Gleichberechtigung von Männern und Frauen und die verantwortungsvolle Staatsführung richten.

Die Entwicklungspolitik der Gemeinschaft ist an alle Entwicklungsländer gerichtet. Was die Verteilung der Ressourcen anbelangt, so wird den am wenigsten entwickelten Ländern und den übrigen Ländern mit niedrigem Einkommen besondere Aufmerksamkeit zuteil werden, wobei ihren Bemühungen zur Minderung der Armut, ihrem Bedarf, ihren Leistungen und ihrer Aufnahmefähigkeit Rechnung getragen wird. Auch in den Ländern mit mittlerem Einkommen, in denen noch ein großer Teil der Bevölkerung in Armut lebt, werden Strategien zur Minderung der Armut gefördert.

Im Interesse einer größtmöglichen Effizienz werden die Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten ihre Politiken und Programme untereinander koordinieren. Insbesondere im Rahmen der länderbezogenen Strategien werden sie darauf hinarbeiten, dass sich die Aktionen sowohl innerhalb der Union als auch in Bezug auf die übrigen Geber besser einander ergänzen. Bei einem kohärenten Vorgehen kann den Zielen der Entwicklungspolitik der Gemeinschaft in den anderen gemeinsamen Politikbereichen besser Rechnung getragen werden.

Der Rat unterstützt die Kommission bei ihren Bemühungen um eine effizientere Verwaltung der externen Hilfe der Gemeinschaft. Relevant sind hier insbesondere die derzeitige Umstrukturierung der Dienststellen der Kommission, der höhere Stellenwert der Planung, ergebnisorientierte Programme, die Entwicklung einer Evaluierungspraxis, die Einleitung eines Entflechtungs- und Dezentralisierungsprozesses und die Neuausrichtung der Aufgaben der Verwaltungsausschüsse auf die strategischen Aspekte der Zusammenarbeit. Die Kommission hat eine Vereinfachung der Finanzregelung und eine bessere Personalausstattung gefordert. Dies muss gefördert werden.

Diese Erklärung zur Entwicklungspolitik der Gemeinschaft muss mit einem Aktionsplan der Kommission mit den entsprechenden Durchführungsmodalitäten einhergehen. Es wird ein kontinuierliches Follow-up, insbesondere in Form jährlich vorzulegender Berichte, geben.